

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 7 FEVRIER 1979 - N° 848

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Brissonneau (Nantes) : les flics investissent l'usine

Lundi matin, vers 8 heures, un fort commando de jaunes (250 hommes) tentait de reprendre l'usine occupée par les travailleurs de Brissonneau. Il était repoussé une première fois, mais réussissait néanmoins à pénétrer dans les ateliers de l'usine. Aussitôt les Brissonneau faisaient le tour des entreprises nantaises, et avec un renfort de solidarité parvenaient, en début d'après-midi, à reprendre leur outil de travail.

Quelques minutes plus tard, la direction faisait alors donner les flics contre les grévistes...

Lire en page 3

Comment soutenir au mieux l'URSS ?

C'est la question que se pose le PCF

France Nouvelle publie cette semaine un article — non-signé, donc émanant directement de la direction — en réponse aux critiques adressées par les Soviétiques au livre *l'URSS et nous*. Dans *France Nouvelle*, la direction du PCF s'évertue à expliquer qu'évidemment l'URSS est un pays socialiste, et surtout qu'elle n'a pas voulu l'attaquer. Bien au contraire. Une prise de position importante qui pourrait bien indiquer le ton du 23^e congrès.

Lire en page 4

B.D.A.:

Derrière la «vitrine»...

La dictature du Parti. Les inconditionnels et les contestataires

Lire en page 6 la suite de notre enquête

La bataille contre le chômage

- Mercredi, Etats généraux pour l'emploi et le mieux-vivre dans le Rhône
- Jeudi, mobilisation pour la survie de la Loire - Atlantique
- Les actions se poursuivent en Lorraine

La bataille contre le chômage est désormais au cœur des luttes de la classe ouvrière. Ainsi, alors que se déroulaient mardi les négociations entre syndicats et gouvernement au sujet des licenciements, dans la sidérurgie, les tra-

vailleurs de Lorraine ne restaient pas inactifs. La grève des mineurs de fer est massivement suivie, à 100 % dans bien des endroits. A Hayange, les travailleurs ont une nouvelle fois occupé des bureaux. Quant aux sidérurgistes, c'est avec une grande détermination qu'ils attendaient le résultat des négociations. Mais il n'y a pas qu'en Lorraine où la lutte est à l'ordre du jour.

Sur la base d'une mobilisation en profondeur se tiennent mercredi dans le Rhône les états généraux pour l'emploi et le mieux vivre. La préparation de ces états généraux a été l'occasion d'une réflexion importante des travailleurs sur la manière de lutter contre le chômage, et sur les obstacles qu'il faut balayer. La Lorraine, le Rhône... il y a aussi la Loire Atlantique, où une importante journée de grève a lieu jeudi, contre le chômage, pour travailler et vivre au pays.

Face aux propositions trop souvent dérisoires du patronat et du gouvernement, à un moment où le chômage devient insupportable, toutes ces actions témoignent d'une réelle volonté d'aller jusqu'au bout dans cette bataille pour l'emploi.

Lire pages 2 et 8

Iran: deux gouvernements face à face



Khomeiny et son Premier ministre, Medhi Bazargan.

Lire en page 8

LUTTES OUVRIÈRES

LA LOIRE - ATLANTIQUE : UN DEPARTEMENT EN LUTTE POUR SA SURVIE (1)

A Nantes, à St Nazaire, à Chateaubriant, les travailleurs manifesteront massivement le 8 février contre le sort que la bourgeoisie réserve à leur département. Rien qu'à Nantes, neuf rassemblements sont prévus en début de matinée aux entrées de la ville afin de paralyser son activité. Puis, les travailleurs qui sont attendus par milliers convergeront vers le centre Neptune; où un meeting est prévu. Depuis un an et demi, la région a connu un nombre significatif de luttes. C'est encore et toujours sous le signe de la lutte que se déroulera la journée de mercredi. L'ampleur du chômage explique pour une part cette combativité. Sait-on qu'à St Nazaire, par exemple, il y a 126 demandes pour une offre d'emploi... ?



L'essentiel de l'activité en Loire Atlantique tourne autour de la Navale



Quelques luttes de la région nantaise depuis 15 mois

- Sept-oct. 1977. Les chantiers navals de Dubigeon sont en lutte pendant 8 semaines. La grève démarre à propos d'une modification du système de pointage que veut introduire la direction. Cela revient à allonger la journée de travail de près d'une demi heure. Les travailleurs de Dubigeon n'obtiendront pas gain de cause.
- Nov.-déc. 1977. Les travailleurs de l'entreprise de nettoyage de trains **Laving Glaces** conduisent une grève avec occupation de six semaines. Les travailleurs se mobilisent contre un licenciement. D'autres revendications sont rapidement posées sur les conditions de travail par la jeune section CFDT qui regroupe 80 % du personnel. Des contradictions importantes existent avec la CGT de la boîte qui a voté le licenciement au CE et avec la CGT des ports et docks (dont dépendent les sociétés de service). Un comité de grève est constitué ainsi qu'un comité de soutien qui regroupera 80 personnes. Cette lutte rencontre un écho important dans les syndicats et dans toute la ville. Elle est un succès à 100 %.
- Mars 1978. Un mois de lutte à LMT-entreprise de 800 travailleurs. La lutte démarre au lendemain du premier tour des législatives pour des augmentations de salaires. Bien que la lutte se solde par un demi échec, elle donnera lieu à une intense popularisation sur Nantes. On se souvient notamment d'un meeting de quartier organisé avec l'association des habitants et un groupe femme local qui sera un succès.
- Fin mars début avril 1978. Une petite entreprise de **Vertou** dans la banlieue nantaise mène une lutte déterminée pour les salaires et les conditions de travail. Là aussi, la popularisation sur Nantes est importante (affiches, meeting de soutien) mais les travailleurs n'obtiendront pas grand chose.
- 15 jours de grève avec occupation à **Guiffouard** entreprise de 600 travailleurs. La lutte pour les salaires se solde par un échec notamment à cause du chantage aux licenciements orchestré par le patron et auquel la section CGT de la boîte n'est pas insensible.
- Déc. 1978. Aux **Chantiers de St Nazaire**, la direction prétend lockouter les ouvriers le 19, jour de la panne EDF. Le lendemain, quatre directeurs sont entraînés de force à la mairie. Les flics agressent les travailleurs. Le 21, 10 000 sont dans la rue.

Les licenciements annoncés dans la métallurgie de Loire - Atlantique

Rien que dans la métallurgie départementale, de 524 à plus de 1 350 demandes de licenciements collectifs sont en cours.

Brisonneau.....	136	Paris.....	24
et peut-être 980		Aica.....	23
(si l'entreprise fermée)		Cornaud Nantes.....	50
Huard Fonderies.....	40	SEN.....	25
Huard UCF.....	185	Duquait Seba.....	11

Une déléguée CFDT d'Huart (Chateaubriant) :

«Il faut que la journée du 8 montre la possibilité d'une action d'ensemble contre le chômage»

Une déléguée CFDT de cette petite ville au taux de chômage élevé (une offre d'emploi pour seize demandes) travaillant elle-même chez Huard, entreprise entraînée de licencier, a décrit à notre correspondant comment elle voyait la situation. Elle retrace les dernières luttes. Elle explique pourquoi il lui apparaît que la journée du 8, même si elle n'est pas suffisante peut être différente des journées d'actions précédentes.

▷ - Peux-tu expliquer comment tu vois la situation de l'emploi à Chateaubriant et à ses environs ?

- Il ne faut pas perdre de vue que nous sommes dans une région essentiellement rurale. Jusqu'à peu on y était assez résigné, on ne revendiquait pas facilement. Cela explique en partie pourquoi des pa-

214. La première réaction de la section syndicale a été de se rendre chez le député-maire de Chateaubriant. La section pensait que le notable pourrait «débrouiller» leur affaire. Elle n'a pas été longue à comprendre la limite d'une telle démarche. Deux journées «ville morte» avaient largement montré la solidarité de l'ensemble de la population. A ce moment

ciement de tout le personnel sans préavis. Cela n'a pas empêché les ouvrières de faire une Assemblée générale à la mi-août et d'occuper leur usine. Là aussi c'était la première fois depuis 68. Certaines, je m'en souviens m'avaient dit alors : «Jamais plus je ne travaillerais dans des conditions aussi inacceptables, jamais plus je ne me laisserais faire». Finalement après l'expulsion qui avait été ordonnée, l'entreprise a été démantelée. Cela a suscité une colère importante dans la population qui s'était rendue nombreuse aux journées «portes ouvertes» pendant l'occupation.

grande unité des ouvriers sur le mot d'ordre : «Pas un seul licenciement». D'autant plus que parallèlement la direction cherche à remettre en cause une série d'avantages qui avaient été obtenus le plus souvent par les grèves.

Le type de lutte mené ici est différent de ce qu'on a vu sur les autres boîtes : débrayages fréquents quelques fois inopinés, large popularisation auprès de la population. Il faut savoir que lors de la manifestation, il y a une quinzaine de jours, 85 % du personnel était dans la rue... La question c'est maintenant de maintenir et de développer cette mobilisation.

9 465 TRAVAILLEURS ÉTAIENT TOUCHÉS PAR LE CHÔMAGE PARTIEL EN DÉCEMBRE 1978 EN LOIRE ATLANTIQUE

trons ont installé des petites unités de production dans le coin. Beaucoup d'entre eux sont repartis sans laisser d'adresse, une fois le citron pressé ; «Ville pilote pour usines pirates» comme le disait une banderole aux portes de la ville. Il n'était pas facile d'engager la lutte dans ces conditions.

▷ - Pourtant il y a eu des luttes sur la région ?

- Oui, il y en a eu deux qui ont été significatives. La première chez Atlas à Issé et l'autre à la Compagnie Bretonne à Chateaubriant. Elles ont marqué une étape importante dans la prise de conscience sur les problèmes de l'emploi.

A Atlas Issé, une entreprise de plastique, les travailleurs ne savaient pas comment s'y prendre en particulier parce qu'ils avaient à faire à une multinationale du groupe Hutchinson. En 77 ils avaient annoncé 77 licenciements, en 78 ils en ont annoncé

la combativité était forte. Quand le directeur est venu apporter la liste des licenciés, il a été balladé pieds nus dans toute la ville puis sequestré par les ouvriers en colère. Le lendemain une manifestation rassemblait 2 000 personnes. On n'avait pas vu tant de monde dans la rue depuis mai 68. Toutefois pour des raisons difficiles à analyser, la lutte n'a pas été totalement victorieuse. Le nombre de licenciements a malgré tout été réduit de 214 à 140.

▷ - Et à la Compagnie Bretonne comment cela s'est-il passé ?

- A la Compagnie Bretonne (c'est une entreprise de confection) les filles avaient déjà engagé une lutte contre le travail au rendement. Autour de leur section CFDT les ouvrières obtenaient la suppression du rendement. Mais, le dernier jour avant les vacances en juillet 78, le directeur annonce le licen-

▷ - Et puis il y a eu l'inauguration de la Foire exposition...

- ...Oui cela a été un événement d'une portée régionale. Le jour de l'inauguration, les notables ont été noyés dans un flot de 800 travailleurs combattifs.

▷ - Trois mois plus tard c'était au tour du groupe Huard de licencier ?

- Oui, Huard, avec la fonderie et l'usine, c'est la seule grande entreprise de la région. 1 800 personnes y travaillent avec une minorité à la fonderie. Huard,

157 AUTORISATIONS DE LICENCIEMENTS COLLECTIFS (PLUS DE 20 PERSONNES) ONT ÉTÉ ACCORDÉES EN DÉCEMBRE 1978 EN LOIRE ATLANTIQUE

avait la réputation d'être un bastion inattaquable. On y disait qu'on n'y licencierait jamais, qu'on y gagnait les plus hauts salaires de la région... Pourtant depuis le début de l'année la fonderie ne fait plus que 32 heures et on vient d'y annoncer 40 licenciements. A l'usine il y avait eu 37 licenciements en 78, ils viennent d'en annoncer 185 autres. Il y a une

▷ - Tu penses que le 8 s'inscrit dans cette perspective ? Quel est le point de vue des UL ?

- L'action de l'UL CFDT a permis de développer la mobilisation en appuyant l'occupation de la Compagnie Bretonne, en prenant l'initiative de la manifestation à la Foire expo, en cherchant toujours des formes nouvelles d'actions. A l'UL on est en général contre les journées d'action de 24 heures. On les juge démobilisatrices. Néanmoins, la journée du 8 peut être l'occasion de

formes d'actions appropriées plus radicales. On envisage des piquets de grève, des barrages de route, des rassemblements. Pour le moment l'UL CGT apparaît comme en retrait en ne prenant aucune initiative. Mais il faut que la journée du 8, en brisant l'isolement en particulier des petites boîtes, montre la nécessité et la possibilité d'une mobilisation d'ensemble contre le chômage».

Situation de l'emploi aux agences de Nantes, de Saint-Nazaire et de Chateaubriant en décembre 1978 (derniers chiffres connus)

	DEMANDES	OFFRES	RAPPORT OFFRES-DEMANDES
NANTES	23 493	884	1/26
ST NAZAIRE	7 209	51	1/141
CHATEAUBRIANT	1 218	73	1/16

Propos recueillis par notre correspondant de Chateaubriant (Loire Atlantique)

DEMAIN : «LA QUESTION DE L'EMPLOI NE CONCERNE PAS QUE LES CHÔMEURS»

Brissonneau (Nantes)

● UN COMMANDO DE CADRES EXPULSÉ ● LES FLICS OCCUPENT ENSUITE L'USINE

En lutte depuis plusieurs semaines, contre les licenciements et la menace de fermeture de leur usine, les travailleurs de Brissonneau Lotz Marine à Nantes ont eu lundi matin la visite d'un fort commando de jaunes, décidé à reprendre l'usine.

Il était 8 h 15 lundi matin : les travailleurs, au nombre de 250, aux piquets de grève, ont vu arriver environ 250 jaunes — cadres, techniciens, agents de maîtrise et quelques employés administratifs — accompagnés notamment du sous-directeur Avril, et du chef du personnel. Le commando essaya aussitôt de forcer le piquet de grève et de rentrer dans l'usine. Devant la résistance des travailleurs, il était contraint de faire le tour de l'usine, et de couper, pour pénétrer dans les lieux, le grillage. Les cadres et autres agents de maîtrise, se répartirent alors dans les différents secteurs de l'usine. Dans la matinée, avec l'appui des nouveaux « occupants », la direction, et c'était là, bien sûr, un de ses objectifs, faisait arriver deux camions : l'un deux repartait, sous la protection des jaunes, chargé de pièces pour Renault, semble-t-il, (groupe client de Brissonneau). Devant ce fait, les travailleurs ripostaient et prenaient contact avec les entreprises métal-



lurgiques de Nantes, afin d'appeler les travailleurs nantais à la riposte et à la solidarité. Vers 14 h 30, des délégations de travailleurs de Dubigeon, la SNIAS, Saunier Duval, Creusot Loire, CPIO arrivaient à Brissonneau en renfort. Avec les grévistes de Brissonneau, c'était en fin de compte 400 à 500 travailleurs qui allaient alors pénétrer dans les ateliers de Brissonneau pour expulser les quelques 200 jaunes. Vers 15 h 30, les cadres, techniciens et agents de maîtrise devaient, face

aux travailleurs décidés, sortir rapidement des locaux.

Mais, devant cette riposte, la direction de Brissonneau lançait une seconde attaque contre les grévistes : vers 15 h 45, c'est-à-dire quinze minutes à peine après le vidage des jaunes, une quarantaine de gendarmes intervenaient, accompagnés par sept cars de CRS, un peu en retrait, et chargés d'intimider les travailleurs.

Les gendarmes, forts de

cet appui, pénétraient alors dans l'entreprise. Face à cette attaque, les grévistes qui maintiennent le piquet devant l'usine décidaient d'apporter une énergie riposte : mardi matin, les travailleurs de la métallurgie nantaise étaient appelés, par les syndicats, à une manifestation de riposte, à dix heures, place du Commerce. Nombre de travailleurs regrettaient néanmoins que cette manifestation ne soit pas appelée devant l'usine même, mais au centre de la ville de Nantes.

● Saint-Gobain : Industrie restructurée : 1 600 licenciements annoncés !

Après la sidérurgie, le textile, la réparation navale, c'est maintenant au tour du patronat de la chimie de restructurer. La direction de l'important groupe Saint-Gobain Industrie, il y a quelques semaines, en vue de faire face à la crise notamment qui sévit sur le marché du verre, annonçait un plan de restructuration de ses usines. Les conséquences pour les travailleurs du groupe sont maintenant connues dans le détail.

1 600 licenciements sont prévus dans un premier temps, licenciement qui vont toucher trois usines :

— celle située à Thourotte (département de l'Oise) où 400 travailleurs doivent recevoir leur lettre de licenciement.

— celle de Saint-Etienne du Rouvray, en Seine Maritime, où 191 emplois sont menacés de disparaitre.

— c'est enfin le siège social de Saint-Gobain Industrie, situé à Neuilly-sur-Seine, près de Paris, qui est touché : la moitié des effectifs vont être supprimés, soit 1 000 personnes.

L'importance du plan de chômage envisagé, limite semble-t-il sérieusement les possibilités de la direction du groupe de procéder aux artifices du genre mutations, et autres pré-retraites. Seuls 47 travailleurs sur les 1 600 licenciés pourront être « repêchés » et mutés dans d'autres usines du groupe spécialisées dans le domaine « isolation », secteur qui connaît actuellement de « bons résultats ».

Pour tenter de faire accepter ces quelques mutations, la direction du groupe a promis de verser aux « volontaires » un certain nombre d'« avantages » : prime de déménagement, participation aux frais d'aménagement du nouveau logement, prime exceptionnelle de mutation, etc. Pour hâter les choses, la direction offre même une prime plus forte aux travailleurs qui acceptent une mutation très rapidement. Les postes offerts proposés obligerait les travailleurs à déménager soit à Rantigny (Oise), soit à Orange dans le Vaucluse (45 postes sur 47) !

● Le « Plan Vosges », quelques mois après son annonce : de la poudre aux yeux

COMMUNIQUE

En 1978, pour calmer les travailleurs Vosgiens en lutte pour défendre l'emploi dans le textile, le gouvernement trouvait le baume « miracle » : le Plan Vosges.

Mais comme la Bête des Vosges, le Plan Vosges, apparu sur le papier a disparu mystérieusement à travers notre région. Pourtant, nous pouvons voir ses méfaits. Qu'en est-il ?

Le Plan Vosges, c'était 1 455 emplois prévus ; aujourd'hui, ce n'est que 57 emplois créés. Par contre, pour le bilan 1978 des travailleurs Vosgiens, ce sont 23 usines fermées et 3 000 licenciements (dont 1 806 chez l'ex-Boussac).

Pour la circonscription de St Dié où se trouve la vallée du Rabodeau, le Plan Vosges c'était 280 emplois prévus ; aujourd'hui, nous apprenons que l'entreprise M.A.P. ne viendra probablement pas s'implanter dans les Vosges mais irait plutôt près de Mulhouse. Par contre, la circonscription de St Dié, ce sont 2 633 chômeurs recensés officiellement en novembre 1978.

Pour la vallée du Rabodeau, déjà durement touchée par le chômage, la situation est simple : aucune création prévue dans le Plan Vosges. Par contre, 1978, c'est la fermeture de Maille-Création, ce sont des licenciements chez l'ex-Boussac (186 suppressions d'emplois), ce sont plus de 1 000 emplois supprimés en 7 ans à Senones, ainsi qu'à Moyenmoutier.

Dernièrement, la presse a fait état d'une zone industrielle en bordure de la RN 59 et d'une route pénétrante vers Senones, bras de la RD 424. Si pour cette dernière, les crédits sont débloqués ce sera aussi à la charge des contribuables et des communes, alors que cette route profitera essentiellement aux industriels.

Quant à la zone industrielle, il faudra d'abord convaincre les propriétaires fonciers, aménager la viabilité d'une zone et surtout augmenter les impôts locaux, le tout sans être sûr d'une implantation d'industriels (voir l'exemple de M.A.P.).

De qui se moque-t-on ? Les travailleurs Vosgiens et en particulier les travailleurs de la vallée du Rabodeau, laissés pour compte dans un Plan Vosges, peau de chagrin, ne peuvent et ne doivent pas attendre que leur situation empire. Comme les travailleurs du Nord de la Lorraine, nous devons riposter. (...)

Union Locale CCT
Vallée du Rabodeau

GRENOBLE : CONTRE LA FERMETURE, LOU OCCUPÉ

Grenoble, de notre correspondant

Ca faisait des années qu'on prévoyait quelque chose. Depuis 1974, après la nomination d'un curateur, 37 licenciements et le démantèlement de Lou en deux sociétés (la SEL, société d'exploitation Lou et Lou Diffusion), les cadences augmentaient, mais les bâtiments se vidaient. Le 15 janvier c'est le dépôt

Le 17 janvier était prononcé la liquidation, le 25 partaient 358 lettres de licenciements. La jeune section CGT créée en 1973, réunit le personnel et décide l'occupation de jour et de nuit depuis le 29 janvier. « Nous n'avons plus de stock, ils les ont démantelés l'année dernière » nous dit une déléguée. « Il ne nous reste plus que les machines comme moyen de pression, il y a des gens que ça intéresse ». Les ouvrières sont conscientes

d'engager une lutte difficile et du danger de rester isolé, alors, une deuxième manifestation a été faite avec d'autres travailleurs de l'habillement, de Jamet, Emesse ainsi que diverses associations du quartier populaire de La Capuche.

Pour le moment le moral est bon, l'unité est solide : « Depuis quelques années toutes les grèves que nous avons faites sur les conditions de travail ont été

de bilan qui était annoncé aux 358 ouvrières de la SEL. Depuis elles ont manifesté en ville est occupent leurs locaux de travail. la nuit pour éviter de trouver au matin des bâtiments vides et les portes closes.

suivies à 90,95 % ». En semaine les ouvrières amènent avec elles leurs jeunes enfants. « Les maris ? Ils soutiennent, pas tous, mais une bonne part ; certains viennent avec nous occuper ». Pour l'instant les ouvrières de Lou reçoivent « l'attention » des grands partis PC, PS et RPR. La mairie PS-PC a même prêté un camion de fuel pour le chauffage. Jardé (PCF), adjoint au maire Dubedout est même venu plusieurs fois occuper avec les ouvrières. Toute cette sollicitude survivra-t-elle aux élections cantonales ?

Quoiqu'il en soit les ouvrières sont décidées à ne pas faire les frais de la restructuration et du démantèlement de Lou qui développe de plus en plus la sous-traitance en France

comme à l'étranger. Les perspectives ? « Ce qui est sûr, c'est que se sera long, nous y sommes prêtes, pour le moment la paye de janvier sera payée par la caisse de solidarité des Assédics et jusqu'au 25 mars nous aurons les deux mois de préavis. Nous gardons le contact avec les autres boîtes de l'habillement de Grenoble ; d'autres initiatives sont envisageables, le contact avec Playtex, à la Tour du Pin, une journée « portes-ouvertes ». Il y a aussi la possibilité d'utiliser les machines, mais le problème, c'est qu'on n'a pas de stock ; peut être que si les gens apportaient le tissu... Nous commençons tout juste l'occupation. De toute façon, on décidera de la suite dans les prochaines assemblées générales ».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

● Parlement européen : des déclarations en cascade

L'élection du Parlement européen, en juin prochain, est maintenant installée au cœur des préoccupations des politiciens français. Pas un jour sans que des déclarations ne portent sur ce sujet, et comme il se doit, le week-end a été fertile. Au Parti républicain, qui tenait son conseil national, prélude au congrès de l'UDF, qui doit se tenir les 17 et 18 février prochain, on s'en est surtout pris au RPR. Jacques Blanc a attaqué Chirac en des termes à peines voilés : « On ne joue pas avec l'avenir de la France, avec la place qui lui revient dans le monde et en Europe, pour satisfaire de piètres intérêts et des calculs politiques. Et pourtant, si j'en crois la lecture de certaines déclarations, y compris au sein de la majorité, c'est bien à cela qu'on se prépare ici où là ». Le PR a choisi sa voie : « Ni isolement, ni supranationalité, mais une longue et patiente marche vers la confédération européenne ». Edgar Faure, lui, est plus explicite : il se prononce « pour un accroissement des pouvoirs du Parlement européen » ; C'est ce qu'il a déclaré à RTL. Du Puy de Dome, Mitterrand, quant à lui, a répété la position du PS : « Nous dirons non à l'extension des compétences du Parlement européen en l'état actuel des choses, mais nous sommes pour l'Europe, pour l'application du traité de Rome. Nous n'arrêterons pas le processus européen, nous le développerons ». A l'inverse, et comme il se doit, le PCF fait donner toute les organisations dans lesquelles il a de l'influence pour condamner l'Europe. Ainsi, le Conseil national de l'Union des Femmes Françaises constate-t-il qu'en vingt-deux ans d'existence « on peut constater que dans cette Europe, ne sont pas améliorées les conditions d'existence des familles ». Même son de cloche à la « rencontre nationale des jeunes filles », organisée par les JC.

● Le ministre autrichien agressé à Strasbourg : une affaire de mœurs

Jeudi dernier, Willibald Pahr, ministre autrichien des Affaires étrangères, était agressé à Strasbourg où il participait à une réunion du conseil de l'Europe. Malgré quelques données curieuses (le ministre était parti « faire un tour » en donnant congé aux inspecteurs chargés de sa protection), la presse se saisissait aussitôt de l'affaire pour l'intégrer à sa campagne sur « l'insécurité ». Il s'agissait de donner de Strasbourg l'image d'une ville où n'importe qui pouvait être agressé au coin d'une rue. Les deux coupables, un jeune de 18 ans et un mineur, ont aussitôt été arrêté, et jugé en flagrant délit. Mais ils ont donné une autre version de l'affaire : c'est le ministre autrichien qui les a abordés, leur faisait des propositions très précises... c'est à ce moment là que les deux jeunes ont frappé le ministre, lui dérobant son portefeuille. Il faut croire que le parquet possédait d'autres éléments concordants, puisqu'un des jeunes arrêtés a été libéré, l'autre n'ayant pas été arrêté. Le jugement définitif aura lieu le 13 février, mais on s'attend déjà à ce que cette « affaire » suscite d'importants remous en Autriche.

● Citroën Javel (Paris 15^e) : la direction licencie un délégué suppléant au CE

La direction de Citroën-Javel a annoncé vendredi 2 février vers 15 heures à Albert Barré, délégué CGT suppléant au Comité d'entreprise qu'elle le licencierait et qu'il pouvait quitter l'entreprise. N'ayant reçu aucune preuve officielle, Albert Barré a refusé de quitter l'entreprise jusqu'à ce qu'on lui en fournisse. Lundi 5 février, Albert Barré, accompagné d'un inspecteur du travail a gagné son poste de travail. Ce licenciement arbitraire fait suite au vote du Comité d'Entreprise à majorité CSL (ex-CFT) pour le licenciement. Rappelons ce vote : 2 vote contre de la CGT, une abstention de la CGC, et une abstention et dix votes pour la direction et la CSL.

Albert Barré fut désigné délégué syndical avant le vote du comité d'entreprise. La direction a alors fait appel auprès du tribunal d'Instance du 15^e arrondissement. Celui-ci a jugé jeudi dernier que la direction avait raison et que le mandat de délégué syndical était refusé.

L'URSS et eux LE PCF REJETE LES ACCUSATIONS D'ANTISOVJETISME

La publication du livre « L'URSS et nous » par cinq membres du PCF, approuvés et encouragés par leur direction, a suscité de vives critiques de la part des Soviétiques. France Nouvelle publie un article non

signé pour répondre à ces attaques. Les mises au point qu'il fait montrent assez nettement jusqu'où le PCF entend ne pas aller trop loin dans sa critique de l'URSS.

Le parti soviétique semble avoir accordé une certaine importance au sujet, puisque la critique de « L'URSS et nous » a fait l'objet d'un long article dans *Kommunist*, revue théorique du parti soviétique, repris par la revue *Temps nouveaux*, et édité en langue française comme supplément d'*Etudes soviétiques*. France nouvelle répond sur un ton fort modéré à un article qui l'était moins. Regrettant les « épithètes désobligeantes ou insultantes » que lancent leurs homologues soviétiques, l'organe central du PCF considère « tout-à-fait normal que les auteurs soviétiques aient des objections à faire au livre en question ». Pour regretter d'ailleurs que celui-ci ne soit pas diffusé en URSS.

NOUS N'AVONS JAMAIS DIT CELA !

La réponse du PCF peut se résumer grossièrement sous la forme : jamais nous n'avons attaqué l'URSS aussi vivement que nos contradicteurs soviétiques le prétendent. Et c'est vrai. Qu'on en juge.

Les auteurs soviétiques reprochent à leurs homologues français de dénigrer la construction économique de l'URSS. « En réalité écrit l'auteur français, tout au long du livre, ces aspects apports économiques, sociaux culturels ou politiques sont rappelés » ainsi que « l'essor économique de l'URSS, ses



rythmes de croissance». Tout au plus l'auteur revendique-t-il un timide droit à la différence : « S'il est vrai que la productivité du travail augmente, il faudrait ajouter que les chiffres prévus au plan ne sont pas atteints ». La critique s'arrête là : pas un mot sur le fond du problème : la stagnation de la production des biens de consommation en raison de la priorité absolue donnée aux efforts d'armement.

Selon les auteurs soviétiques, « L'URSS et nous » aurait parlé de « crise » en URSS. Jamais de la vie, s'insurge le PCF ; au contraire, on peut lire dans le livre : « Si le mot de crise est employé (...) pour suggérer une analogie avec la crise du capitalisme (...), il faut récuser catégorique-

ment cette confusion malhonnête ». Tout au plus les auteurs français auraient-ils suggéré qu'il peut y avoir « une période où des contradictions internes arrivent à maturité et ne sont pas résolues », ce qui est pour le moins vague.

« L'URSS EST-ELLE SOCIALISTE ? »

« L'URSS est-elle socialiste ? ». Sur cette question, les Soviétiques reprochent au PCF d'évoluer « dans le brouillard ». La réponse du PCF vient sous forme d'une citation du livre : « Nous n'avons à aucun moment mis en doute le caractère socialiste de l'Union soviétique ». C'est clair.

L'acte d'allégeance est encore plus net pour ce qui concerne la politique

extérieure de l'URSS, qui est présentée comme travaillant « avec la plus grande détermination » pour « le maintien de la paix et les progrès de la coexistence pacifique ».

LE FOND DU PROBLEME

En définitive, la réponse de France nouvelle rappelle utilement l'ampleur des liens qui unissent le PCF à l'URSS. Pas question pour ce parti de remettre en cause le caractère socialiste de l'URSS, non plus que sa politique extérieure, tant la société soviétique constitue une référence pour le type de société que recèle le projet politique du PCF.

France nouvelle se déclare disposé à « combattre l'antisoviétisme ». Mais dans son zèle, l'auteur a laissé échapper une perle qui en dit long sur la réalité des quelques critiques adressées à l'URSS. « Le livre « L'URSS et nous » va dans ce sens (combattre l'antisoviétisme). Car n'est-ce pas favoriser un climat politique d'antisoviétisme que de ressusciter la théorie du modèle irréprochable, comme le fait au fond l'article de *Kommunist* ? ». En somme, le PCF reproche à ses homologues soviétiques d'être moins subtil que lui dans la défense de leur régime.

François NOLET

● Marchais et la Défense nationale

L'Humanité de mardi fait sa propre actualité. Le journal du PCF titre en effet en gros sur le discours que vient de prononcer Marchais devant la commission de Défense nationale du PCF, réunie dimanche : « en présence de nombreux officiers et sous-officiers servant actuellement dans l'armée », précise l'Humanité. Le discours de Marchais, cité in-extenso, n'apporte pas de données nouvelles quant à la position du PCF en la matière. On se rappelle que cette position avait été adoptée, à la grande surprise des militants, par un comité central le 11 mai 1977. Marchais a d'ailleurs cité le « rapport Kanapa », répétant l'attachement du PCF à la force de dissuasion nucléaire. Le but du discours de dimanche était cependant précis : il s'agit pour le PCF de dénoncer « l'intégration militaire dans l'Europe germano-américaine », ce qui a pour les révisionnistes, l'immense avantage de passer sous silence les manœuvres et les menaces de la superpuissance soviétique.

● Catala, PCF, attaque à nouveau les groupes femmes

Au cours de la « rencontre nationale des jeunes filles » organisée par les JC, à Versailles, Catala a précisé l'attitude des JC, et donc du PCF, envers le « féminisme » et plus généralement les groupes femmes. Selon Catala, le « soi-disant féminisme » isole « les problèmes des filles de l'orientation générale du pays. Quant à l'activité des groupes femmes, elle consiste à tenter de capter la colère, la révolte légitime des filles contre les inégalités, les mœurs rétrogrades, pour les

faire porter contre « l'homme » en général, contre les partis politiques et particulièrement contre les communistes. Ainsi la lutte est dévoyée, le pouvoir dédoublé ». Pour Catala, il y a une explication à cela : « La plupart de ces groupes sont liés aux gauchistes ou au parti socialiste ». Ces attaques, qui viennent après celles de Marchais, il y a quelques mois, ne peuvent que renforcer la détermination des militantes du PCF, qui, en nombre de plus en plus grand, entrent en contradiction avec leur direction sur ce sujet là précisément.

● Riposte au meeting fasciste

Mardi soir, à l'appel de nombreuses organisations, une manifestation avait lieu à Lyon pour dénoncer le meeting tenu par les fascistes européens dans cette ville.

Ce meeting fasciste n'est ni le premier, ni le dernier d'une longue série. Bénéficiant de la complicité gouvernementale, protégés systématiquement par la police, les fascistes ont déjà tenu des meetings à Versailles, Nice, Aix et Toulon. A chaque fois, d'importantes manifestations anti-fascistes ont eu lieu. Malgré cela, l'euro-droite, qui regroupe le PFN français, le groupe espagnol Fuerza Nueva et le Mouvement social italien (MSI) envisage de tenir de nouvelles réunions à Grenoble, Strasbourg, et Saint-Etienne. Dans le cadre de la campagne électorale européenne, les fascistes comptent en outre tenir deux grands meetings à Paris, les 20 février et 8 mars. Tixier-Vignancour, Almirante et Pinar participeraient à ces meetings. Face à ces menées fascistes, plus que jamais la riposte est nécessaire, et partout elle doit d'ores et déjà se mettre en place.

Nouvelle hausse le 15 février

LE SUPER A 3 FRANCS :
ON Y ARRIVE

Mardi, un comité inter-ministériel restreint s'est réuni pour envisager les problèmes d'approvisionnement en pétrole de la France. Mercredi, le Conseil des ministres aura à statuer sur la hausse du prix du carburant qui doit intervenir le 15 février. Une première hausse des carburants est intervenue le 1^{er} janvier. Elle était directement liée à l'augmentation des taxes. La hausse du 15 février, elle, est destinée à répercuter, avec les 45 jours normaux de décalage, la hausse de 5 % du brut décidée par les pays producteurs. Cette hausse devait - aurait dû - être très minime, dans la mesure où les variations du dollar jouent en sens inverse. Pourtant, il faut s'attendre à une majoration relativement importante du prix de l'essence et du fuel, puisque le gouvernement entend tenir compte de la suppression des livrai-

sons en pétrole iranien. On parle d'une augmentation de 5 centimes par litre de super. Parallèlement à cette hausse «conjoncturelle», le gouvernement réfléchit à une politique d'approvisionnement et de prix à plus long terme. Il devra tenir compte des revendications des industriels du pétrole, dont on connaît la puissance. Ceux-ci réclament que la liberté totale des prix, prévue au 1^{er} janvier 1980, soit avancée. Ils demandent également à ce que l'obligation de transporter le pétrole sur des navires français soit supprimée.

Quelles que soient les décisions gouvernementales, on peut s'attendre à de nouvelles hausses dans les mois à venir. A la fin de l'année dernière, on parlait dans certains ministères du super à 3 francs le litre pour le début de 1980. On y arrive.



Procès d'un PDG de Géant-Casino

DES RABAIS QUI POMPENT

Le 12 février prochain doit avoir lieu le jugement du tribunal correctionnel de Montpellier d'un PDG d'un Géant-Casino pour «détention d'un instrument de mesure faux» et «tromperie sur la marchandise à propos de la qualité livrée».

La grande surface Casino de Montpellier, comme beaucoup, est équipée d'une station-service qui affiche en lettre publicités des rabais relativement importants sur le prix de l'ordinaire et du super, au grand dam, d'ailleurs, des gérants de stations-service

qui n'ont rien d'un supermarché. Moins six centimes... (en novembre 1977), et les clients d'affluer.

Mais voilà, en fait de ristourne sur les prix, il y a aussi pompage sur la quantité. Un inspecteur du service des poids et mesures de Montpellier le constate, à plusieurs reprises. L'écart maximal d'erreur toléré par la loi, est de 5 pour mille, et nombreux sont les pompistes qui règlent leurs machines sur cet écart maxi. Il atteint ici 16 pour mille. Le PDG incriminé ne peut même pas nier

les faits, les plombages des pompes ont «sauté». Aussitôt l'affaire connue, l'Union de défense des consommateurs de l'Hérault se constitue partie civile, comme la loi Royer l'y autorise, et demande 5 000 francs de dommages et intérêts. Pourtant le PDG du Casino tente, au cours de son audience en janvier dernier, de faire porter la responsabilité de cette ristourne toute illusoire sur la société normalement chargée par lui d'entretenir les pompes. Mais l'inspecteur est formel, si la cause de la

«panne» invoquée par le supermarché était vraie, l'erreur aurait été à l'avantage des clients... Ce qui n'aurait certes pas manqué d'éveiller la vigilance du commerçant. Le tribunal donnera sa réponse dans une semaine. Ce petit fait divers ne fait qu'apparaître une infime partie du marché de dupes auquel nous sommes quotidiennement soumis, puisque dans le département où il a été recensé, une pompe sur deux affiche au compteur plus d'essence qu'il n'en est versé dans les réservoirs...

LES PREMIERS ESSAIS
D'ARIANE ONT COMMENCE

Les essais de la fusée européenne Ariane viennent de commencer au centre spatial de Kourou (Guyane). Le premier vol expérimental devrait avoir lieu dans le courant du prochain mois de novembre. Trois lancements sont d'ores et déjà programmés, avec ceux d'un satellite scientifique, d'un météorologique et d'un troisième pour le guidage des navires. La fusée porteuse Ariane est le fruit de la collaboration de onze pays européens, et la première série du programme prévoit la construction de quatre porteurs. Si les ré-

sultats sont satisfaisants, une nouvelle série du programme prévoit la construction de cinq ou six porteurs. Bien qu'en retard technologiquement sur les porteurs américains qui prévoient d'utiliser maintenant «la navette spatiale» (porteur réutilisable après une mission) la fusée Ariane pourrait constituer un élément de l'indépendance de l'Europe dans le domaine aérospatial, où les Européens dépendaient essentiellement des USA. Le lancement d'un satellite de fabrication européenne est aussi prévu pour 1981.

Si Ariane ne subit pas

les mêmes déboires que ses consœurs françaises, elle lancera en 1982 un satellite international de communications, marché que les USA n'ont pas réussi à conserver. Pour la même année est prévue la mise en place de satellites pour permettre d'envoyer directement (en évitant les relais au sol traditionnels) les émissions de télévision, un prochain Conseil des ministres doit trancher prochainement sur une telle décision pour le compte de la France.

Mais la fusée Ariane pourrait aussi être vendue

à des pays tiers capables de fabriquer et de lancer eux-mêmes des satellites par ce moyen (tel la Chine) ou sous-traiter cette opération; il leur en coûtera alors, pour le porteur, la somme de 100 millions de francs environ. Mais si les essais d'Ariane sont concluants, et permettent à l'Europe de se dégager de l'emprise des USA dans ce domaine, la lourdeur de l'infrastructure où onze pays se retrouvent, risque de compromettre cette indépendance, face à l'avancée technologique que continue de prendre les USA dans ce domaine.

● Les affaires de fraudes
à Rungis :
les dossiers aussi
allaient au frigo

Récemment une importante carambouille de 600 millions de francs était découverte au Marché d'intérêt national de Rungis, où les protagonistes de l'affaire entretenaient de bonnes relations avec des truands plus ou moins rangés, et des hommes du RPR. La carambouille, c'est cette fraude qui consiste à acheter des marchandises à payer par traites et à la revendre à perte sans laisser de traces et sans payer les fournisseurs. L'enquête dirigée par le juge d'instruction a permis de mettre en évidence que cette pratique n'avait rien d'exceptionnel, et si plusieurs ont eu lieu à Rungis, sans qu'il y ait de suites judiciaires, c'est tout simplement parce que les fraudeurs avaient le bras long. Plusieurs dossiers ont ainsi été classés à la hâte avec la protection de personnages très officiels, comme des sous-préfets, ou des responsables de corps de police.

Le juge d'instruction a fait saisir, dans ce cadre, trois dossiers, qui pourront peut-être éclairer davantage les pratiques illicites de Rungis, le plus important des MIN (Marché d'intérêt national). Mais on entend déjà en coulisse qu'il pourrait être dessaisi de l'affaire...

● Radio-Pomarède
saisie à Béziers

Vendredi dernier, les flics ont saisi l'émetteur de Radio Pomarède à Béziers, alors que celle-ci diffusait une émission dans le cadre de la campagne avortement-contraception. Une interview de la présidente du Planning familial passait sur les ondes au moment où les flics entouraient une 4 L en stationnement, et qui servait de lieu d'émission. Personne dans la voiture, mais un émetteur d'une vingtaine de watts alimenté par la batterie. C'est le moyen qu'avaient choisi les animateurs de cette radio-libre pour diffuser leurs émissions pré-enregistrées, dans la clandestinité. Radio-Pomarède émettait pratiquement tous les vendredis et samedis depuis près d'un an, mais ses responsables n'envisagent pas de se taire après cette intervention policière, puisqu'ils comptent reprendre leurs émissions dès vendredi prochain. Quant aux flics, ils continuent l'enquête et ont notamment perquisitionné chez le propriétaire du véhicule-émetteur.

A nos lecteurs,

Un certain nombre de nos lecteurs et correspondants nous ont fait savoir qu'ils souhaitaient pouvoir disposer pour la fin de la semaine d'un nombre supérieur de Quotidien du Peuple. C'est le cas aussi pour d'autres numéros dans la semaine, liés directement à la situation dans leur localité.

Pour cela ils doivent nécessairement nous prévenir au moins 48 heures à l'avance compte-tenu des modifications que cela entraîne dans la distribution par les NMPP. Concrètement pour le journal de fin de semaine, il faut nous passer les commandes mercredi 12 heures, dernier délai.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Achetez
le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque



« Il y a actuellement dans le parti, des milliers de militants et de cadres qui pensent comme moi », a déclaré Rudolf Bahro, dans une interview, retransmise par la télévision de RFA. Ancien cadre du SED, Bahro est l'auteur de « l'Alternative », livre dans lequel il dénonce le régime de RDA comme étant étranger au socialisme.

Estimant dangereuses les critiques de cet homme, qui se réclame du marxisme, le pouvoir l'a fait enfermer. Car il craint de voir des militants qui, tout en refusant le mirage de la société capitaliste occidentale, sont à la recherche d'une alternative politique, qui donnerait un débouché révolutionnaire au mécontentement existant dans les masses.

Ce phénomène est-il aussi important que le dit Bahro ? En tout cas, l'unanimité, est loin d'être de rigueur. Outre l'existence de ceux qui songent, plus ou moins nettement, à une alternative politique au régime actuel en RDA, à un rejet de l'alignement sur Moscou, il existe au sein même du SED, une diversité de points de vue qui ne témoignent pas d'une grande conviction dans les vertus du régime.

Cette réalité est liée aux conditions dans lesquelles s'effectuent les adhésions. C'est-à-dire une situation où, de manière directe ou indirecte, par le biais des organisations de masses aussi bien que des organismes de sécurité, le parti au pouvoir exerce sa dictature sur les masses, étouffant leur expression, recourant en cas de résistance plus grande, à la répression massive et ouverte, comme ce fut le cas avec l'épisode de l'usine Narwa, où les « panzers » succédèrent aux agents de la STASI (1).

(1) STASI : Sécurité d'Etat

Pour donner une apparence démocratique au système politique en vigueur en RDA, le régime met en avant le multipartisme, qui est en effet une des caractéristiques le distinguant d'autres pays de l'Europe de l'Est. Ceci se reflète dans la composition du Parlement, la « Volkskammer » ou « chambre du peuple » qui est théoriquement l'organe suprême du pouvoir d'Etat en RDA. Ainsi, actuellement, sur 500 députés, siègent aux côtés des 127 députés du SED, (parti né en 1946, de la fusion du parti communiste KPD et du parti social démocrate SPD dans la zone Est de l'Allemagne), 52 députés de chacun des quatre autres partis : le BBP, parti paysan, le LDPD, parti libéral, le NDPD, parti national-démocrate, et la CDU, parti Chrétien-démocrate, ainsi que les députés des organisations de masses (68 pour le syndicat FDGB, 40 pour l'organisation de jeunesse FDJ, 34 pour l'Union des femmes FB, 22 pour l'Union culturelle KB). Mais ici, pas plus qu'à l'Ouest, le multipartisme n'est en soi une garantie de démocratie pour les masses.

De toutes façons, le parti révisionniste qui revendique 2 100 000 membres contrôle étroitement tout l'appareil d'Etat. Au Parlement, le BBP est une sorte de SED paysan, et les différentes organisations de masses représentées particulièrement le syndicat et l'organisation de jeunesse, lui sont étroitement soumises. De plus, sur l'ensemble des décisions à caractère législatif, seules 3 % sont prises par la « chambre du peuple », les 97 % restant étant le fait de l'administration (sous la forme de décrets : « Rechtsnormen ») c'est-à-dire du Conseil des ministres, où siègent 35 membres du SED sur 39, et du conseil d'Etat où siègent 13 membres du SED sur 25.

LE ROLE DES ORGANISATIONS DE MASSES

Les organisations de masses, notamment la puissante confédération syndicale FDGB qui regroupe plus de huit millions d'adhérents (sur une population de 17

millions d'habitants), et le FDJ qui « organise » 90 % de la jeunesse, sont un important levier du SED pour contrôler les masses. Le rôle assigné aux organisations de masses est triple : assurer le relai de la propagande du parti, comme l'indique la conversation rapportée ici, à propos de Bahro (voir le témoignage de Hannelore), un rôle d'assistance sociale (la sécurité sociale pour les syndicats, les loisirs pour l'organisation de jeunesse, etc.) et un rôle d'étouffoir, consistant à éviter toute initiative non organisée par le parti, à prendre la température du mécontentement pour le circonscrire et repérer les éléments « contestataires ».

En RDA, on dit volontiers (dans les discussions privées) qu'il n'y a dans le parti qu'une minorité de « pros » c'est-à-dire d'inconditionnels pour qui tout est normal et toute critique est dangereuse. Au-delà, il y a ceux qui soutiennent le régime tout en admettant l'existence de problèmes importants, ce sont les plus nombreux. Parmi eux, il y a ceux par exemple, qui notent l'importance des problèmes économiques qui se présentent au niveau de la consommation, et qui constatent le mécontentement provoqué par le système des devises. D'autres vont plus loin, estimant, tout en soutenant le régime, qu'il y a un problème important d'inégalités, avec des gens possédant trop de privilèges, d'autres encore qui posent le problème de l'absence de démocratie pour les masses. Il y a aussi tous ceux — c'est le cas de ceux qui occupent une place respectable dans la société — qui voient dans le SED la clé de leur ascension sociale, des arrivistes qui parfois n'hésiteront pas à dénoncer d'autres militants pour mieux se placer eux-mêmes. Il y a également ceux qui, tout en étant critiques vis-à-vis du régime et en jugeant le SED corrompu y sont non par arrivisme mais par simple nécessité professionnelle (pouvoir garder leur poste, c'est souvent le cas d'intellectuels confrontés à une vive répression, comme nous l'avons vu à propos de la hiérarchie sociale (QdP daté du 30 janvier).

R.D.A: Derrière la « vitrine »...

Des jeunes allemands de l'Est parlent de leur pays

LA DICTATURE DU PARTI. SES INCONDITIONNELS ET SES CONTESTATAIRES

Reportage de Robert MILCAT

« On a refusé de porter la chemise bleue... »

Hannelore et Irmgard, enseignantes à Schwerin

Hannelore et Irmgard sont toutes deux enseignantes à Schwerin. Hannelore est une ancienne dirigeante locale de la FDJ, l'organisation de la « jeunesse libre allemande » dont font partie 90 % des jeunes de RDA. Le refus de la « chemise bleue » de l'organisation est une des formes de contestation.

« J'étais à la direction, responsable à l'agit-prop. Nous étions trois, on a décidé de se faire élire, et comme à la direction, ils se tiraient dans les pattes entre eux, on est passé. Au stage d'éducation, on a refusé de porter la chemise bleue. On ne l'avait pas amenée pour qu'ils ne puissent pas nous obliger à la mettre. Ils n'avaient pas prévu de chemise supplémentaire, c'était la première fois que ça arrivait ! Ce qui fait qu'on a fait tout le stage sans chemise bleue, ils n'avaient jamais vu ça !

Au moment de la campagne contre Bierman, la direction du parti m'a demandé d'animer une réunion sur le « cas » Bierman, et d'expliquer la position du Parti. Il fallait dire que Bierman, était un chanteur dégénéré, corrompu par l'argent, vendu à l'Ouest, et qui calomniait la patrie socialiste. Je n'étais pas d'accord avec cette position. J'ai répondu que si le parti voulait que sa politique soit expliquée au FDJ, il n'avait qu'à envoyer quelqu'un dans le cercle pour le faire. J'ai pu m'en tirer comme ça.

Quand ils ont fait la campagne contre Bahro, ils l'ont fait avec une telle insistance, une telle lourdeur que les gens ont automatiquement pensé le contraire.

Pour les groupes de jeunes contestataires, les possibilités d'expression sont très réduites. C'est dans ce contexte que la religion se présente parfois comme une sorte de recours.

« Ici, il y a des curés qui organisent des groupes avec des jeunes ouvriers pour qu'ils puissent se regrouper et discuter. Ce sont



La FDJ : le puissant système d'encadrement

souvent des jeunes qui ont fait de la prison une fois ou plus, le plus souvent pour des raisons politiques. Ici, il y a des fics de théologie et des gens qui y vont, qui deviennent pasteurs. Ils s'occupent de trouver du boulot pour ces jeunes. Ils ont sans arrêt des tracasseries, ils ont tout le système sur le dos, ça se fait en douce. Il y en a un qui s'est suicidé par le feu, il y a deux ans, pour protester contre l'influence du SED sur les enfants. Récemment il y en a un près de Dresde qui s'est brûlé également pour protester contre toutes les pressions et tracasseries dont ils sont victimes.

Qui soutient le régime, qui en profite, et pas ?

— L'intelligentsia soutient inconditionnellement à 60 %. Il y en a qui se posent des questions, mais laissent faire. Et une très petite minorité qui ne marche pas dans la combine et qui est contre. La classe ouvrière en général est mécontente du régime. Les ouvriers, ils ont un instinct de classe qui leur permet de comprendre les choses, mais le gros problème c'est le vide théorique. C'est qu'on n'a pas d'alternative. Parce que le capitalisme qu'il y a à l'Ouest, on n'en veut pas non plus.

Dans le parti on monte. Ceux qui crient bêtement hurra mon-

tent un peu. Les plus malins, les plus intelligents qui n'ont pas seulement du zèle mais des aptitudes à faire ça vont plus haut. Il y a aussi ceux qui entrent à 18 ans et demi, regrettent mais c'est trop tard.

Pourquoi trop tard ?

Ouvrier ou intellectuel, quand on veut quitter le parti, on est immédiatement suspecté, catalogué comme individu louche. Ma mère m'a dit que le socialisme comme aujourd'hui, la chemise, les flics, comment sont réprimés les mouvements de grève, etc., ça lui rappelle le fascisme.

Il y a une impression très pesante d'encadrement ?

Le système de sécurité est extraordinairement efficace. Chaque habitant est contrôlé ou surveillé en moyenne 40 fois par an. La Stasi est partout, tu ne peux faire confiance à personne, même à tes amis, parce qu'on ne sait jamais qui appartient à la Stasi, ça peut être un ami, un collègue de travail. Alors, on se méfie de tout le monde. Parfois, quand on va chez quelqu'un qui a un bel appartement, on se dit : « Tiens, celui-là il pourrait bien être de la Stasi, car les agents de la Stasi, qui ne sont pas toujours des professionnels, reçoivent bien entendu de l'argent et d'autres avantages. Il y a le piston, etc... »

Quelles réactions y a-t-il ?

Il y a eu à Berlin une grève, fin 1977, à l'usine d'ampoules Narwa, qui travaille en partie pour l'exportation. Les ouvriers réclamaient que 30 % de leur salaire leur soit payé en deutsch marks (un moyen d'accès aux « Intershops »). Dans ces cas-là, les panzers arrivent, les « amis Russes » aussi et font évacuer l'usine. Pour les Russes, il ne faut pas dire les amis mais les frères. Ses amis, on les choisit, tandis que ses frères on les subit, on n'a pas le choix. Avant la répression ouverte, la Stasi avait été voir à peu près systématiquement, une par une, les grévistes pour leur recommander de reprendre le travail.

Cette répression, d'un côté, ça montre combien ils ont peur. Mais de l'autre, ils licencient tout le personnel et le dispersent. Ils pensent toujours qu'il y a un noyau et qu'il faut le dissoudre, ce qui fait que tout le travail est à recommencer. En général, ils envoient en tôle les « meneurs » les plus actifs et les autres sont dispersés aux quatre coins du pays.

Claudia, une jeune fille rangée !

C'est une jeune et belle allemande. Elle vient des plaines de la Prusse et fait des études. Son père est inspecteur dans le secondaire, à Magdebourg. Claudia est active, socialement active. En plus de l'association sportive, elle fait partie du syndicat et aussi de la « fraternité germano-soviétique ». En allemand on dit DSF. Quand je lui ai demandé ce qu'elle y fait, elle a eu du mal à me répondre. Si j'ai bien compris, comme la majorité des Allemands, elle y est, c'est tout. En général, on y est parce qu'on y croit ou bien parce que c'est mal vu quand on n'y est pas. Claudia est aussi militante de la FDJ, la « jeunesse libre allemande » et elle a des responsabilités dans la GST, « l'association sport-technique ». Elle est membre du SED, le parti.

Claudia ne fume pas. C'est mauvais pour la santé, et de toute façon ce n'est pas convenable pour une femme, dit-elle.

Elle n'aime pas non plus aller dans certains cafés, où j'ai souvent discuté avec des jeunes ouvriers. Elle s'y sent mal à l'aise. Il y a dit-elle des filles faciles, et puis, les gens sont... comment dire... un peu primitifs.

Je lui ai parlé de son pays. Je me pose des questions. Qu'est-ce que ça veut dire socialisme, rapports de production socialiste quand les ouvriers ne participent pas aux choix de production, se taisent dans la discussion du plan par exemple. Le socialisme, dit-elle, c'est la propriété socialiste mais le problème, c'est le niveau de conscience des ouvriers. Ils s'occupent trop de leur intérêt matériel, et pas assez de l'ensemble de la société, du développement économique dans son ensemble.

Nous avons parlé de la France. Elle a rencontré des jeunes des JC en voyage en RDA. Quand je lui parle des luttes ouvrières chez nous, des grèves, elle est un peu agacée. Elle trouve que ce sont des luttes un peu stériles, qui dit-elle, reprenant le discours officiel stéréotypé, « ne remettent pas en cause le capitalisme ».

Claudia a un homme politique, préféré. Parce qu'il est beau, qu'il a de la prestance. C'est Brejnev...

Question de goût !
Remarque : Claudia existe. Nous ne l'avons pas inventée.

Demain, fin de notre enquête : Sigmund Jöhn n'est pas un modèle

Histoire entendue en RDA

Brejnev et Honnecker discutent.
Honnecker demande : « Combien y a-t-il de gens qui ne sont pas d'accord avec le régime, chez vous ? »
« Environ 17 millions », répond Brejnev. « Et chez vous ? »
Oh ! A peu près autant... (1).

(1) La population de la RDA est de 16 750 000 habitants.

ZIMBABWE

LA ZANU LIBERE 4 PRISONNIERS BLANCS

Avec le développement de la guérilla, l'exode des colons s'accroît. Dimanche, la ZANU, mouvement de libération du peuple du Zimbabwe, partie prenante du Front patriotique, a procédé à la libération de quatre prisonniers blancs à l'occasion de la clôture de la réunion des non-alignés à Maputo (Mozambique). Les quatre prisonniers un Sud-africain, un Rhodésien, et deux Britanniques ont été remis à l'organisation Amnesty International. Le secrétaire général de la ZANU, Tekere, a déclaré qu'il s'agissait d'un geste purement humanitaire et absolument pas d'un échange. Cependant, le représentant d'Amnesty International a déclaré : « Nous espérons que ce geste trouvera une réponse de l'autre côté ». En effet des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants du Zimbabwe se trouvent emprisonnés dans les geôles ou les camps de concentration du régime de Smith. Les prisonniers, détenus depuis plusieurs mois, ont pu témoigner du degré d'organisation et de politisation de l'armée populaire de la ZANU (ZANLA).

En même temps le régime de Smith prétend s'acheminer vers une



Les quatre blancs libérés par la ZANU

nouvelle étape du « régime interne ».

Au début du mois, il a rendu publiques certaines mesures de « déségrégation » raciale. Il s'agit d'une modification formelle des lois qui ont instauré la ségrégation dans les hôpitaux, les écoles, le logement. Ces mesures sont dérisoires, puisque la ségrégation par l'argent demeurera dans tous ces domaines : si théoriquement un Noir peut se faire soigner dans le même hôpital que les colons ou en-

voyer son fils dans la même école, en fait il existera toujours des établissements pratiquant l'apartheid où l'on paiera plus cher. Or, le revenu moyen d'un travailleur noir est de dix fois inférieur à celui des colons dans les villes.

Les succès grandissants de la guérilla qui frappe aujourd'hui les villes de Rhodésie ont provoqué une accélération de l'exode des colons. Ainsi au cours du mois de décembre, le record absolu des départs a été battu avec

2 937 colons qui sont partis contre 166 nouvelles entrées seulement. Le total des départs avoué par le régime est pour 1978 de 13 079. En fait, ces chiffres officiels sont probablement incomplets, beaucoup de colons étant « partis en vacances » pour éviter les lourdes taxes qui frappent ceux qui partent définitivement. Aujourd'hui il est probable que la population blanche n'est plus que de 200 000 personnes alors que le gouvernement raciste continue à en compter 250 000.

TEMOIGNAGE SUR L'OCCUPATION VIETNAMIENNE AU LAOS

Alors que se développe l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa, depuis plusieurs mois, un autre pays indochinois est victime d'une pénétration et d'une occupation du Vietnam et de l'URSS. Il s'agit du Laos, petit pays de 3 millions d'habitants, qui est en train d'être « avalé » par le

Vietnam, perdant son identité politique et nationale. Ce que les autorités de Hanoï font au Laos préfigure leurs intentions en ce qui concerne le Kampuchéa. Les documents sur la situation au Laos sont rares. Le *Nouvel observateur* de cette semaine publie un témoignage de deux anciens coopé-

rants français au Laos jusqu'en juillet 8, Marie Noëlle et Didier Sicard. Nous reproduisons une partie de leur interview, concernant précisément la pénétration vietnamienne dans ce pays.

— M.-N.S. : A Vientiane, assez vite, la faculté des lettres a été prise en main par un directoire de trois responsables, dont un formé à Hanoï et l'autre à Moscou. Dès 1977, les livres et les directives pédagogiques venaient de Hanoï.

— Pr D. S. : Moi, en plus de l'hôpital civil, je travaillais à l'hôpital militaire, le « 103 ». En 1977, une équipe vietnamienne est venue prendre le relais et j'ai été remercié. Un ami m'a raconté qu'au ministère de l'Information les conseillers vietnamiens s'occupent de tout, les Laotiens sont subalternes. Je sais aussi qu'il y a des troupes vietnamiennes aux mines d'étain de Fon Thiou et au Nord-est de Takhek. Et au moins vingt mille soldats entre le Mékong et la frontière vietnamienne. A Vientiane, j'ai vu des Vietnamiens patrouiller en uniforme du Pathet-Lao. Ils ne parlaient pas le lao.

On m'a raconté des incidents significatifs. Un bataillon de soldats Pathet s'est présenté à la porte d'un camp où flottait, seul, le drapeau du Vietnam. L'officier laotien a protesté, exigeant qu'il y ait au moins les deux drapeaux côte à côte. Il a été abattu sur place. Des gens de Sayaburi

ont été témoins du fait, et l'agitation a été telle qu'il a fallu transférer le camp de l'autre côté du Mékong, en territoire vietnamien. Les soldats vietnamiens ne sortent pas seuls le soir. (...)

— Pr D. S. : Les Vietnamiens, dans la métaphysique marxo-bouddhique, représentent le bien absolu. « Toute parole prononcée contre nos frères vietnamiens est un crime. Nos frères sont unis avec nous dans le même combat ». Au Laos, les Vietnamiens se considèrent comme chez eux. Ils s'installent dans les maisons abandonnées par les Laotiens, à Savannakhet par exemple. « Préparez-vous à recevoir des paysans vietnamiens, dit-on au séminaire et à la radio. Nos frères vous aideront à cultiver vos terres ! ». Vous savez que des accords de coopération très étroits ont été signés, pour vingt-cinq ans, entre les deux pays. Un pays de quarante-cinq millions d'habitants, l'autre de trois millions. Du coup, les organes de direction et les ministères sont truffés de Vietnamiens. Ce sont eux qui assurent la « formation » dans les séminaires. Un de nos amis, haut fonctionnaire rééduqué, nous l'a raconté. Même les leçons de marxisme étaient données en vietnamien, il fallait un interprète lao pour les traduire.

— M.-N.S. : Pendant notre séjour, aussi, les « experts » soviétiques sont passés de deux cents à plus d'un millier.

Kampuchéa : la CFDT contre l'agression vietnamienne

Syndicalisme-hebdo, hebdomadaire de la CFDT prend position sur l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa dans un article intitulé « Pour défendre l'héritage de l'oncle Hô ».

Tout en émettant des réserves sur certains aspects du régime de Pol Pot, l'organe de la confédération déclare notamment :

« Pourquoi le Vietnam, qui a tellement dénoncé le jeu des superpuissances est-il tombé dans leur piège ? Adhérant au Comecon, marchant dans l'ombre du grand frère soviétique, pourquoi le Vietnam, aujourd'hui réuni, veut-il rompre une paix à la-

quelle son peuple a rêvé durant plus de trois décennies ? Dans l'Asie en pleine effervescence, un Vietnam socialiste, indépendant, non-aligné serait d'un tout autre poids pour l'avenir du continent asiatique et du monde entier (...). C'est au prix de la non-ingérence et du respect des droits de l'homme et de la femme que l'on évalue une révolution. Celle du Vietnam ne peut être complète, que si elle est assumée dans toute sa cohérence. Pour la CFDT, il y a dans le domaine des limites à ne pas franchir. En ce sens, l'armée vietnamienne doit laisser le peuple cambodgien libre de ses décisions ».

Palestine : nouvelles de la résistance et de l'occupation

HOMMAGE A ALI HASSAN SALAMEH

50 000 manifestants ont défilé à Beyrouth au Liban en hommage à Ali Hassan Salameh (Abou Hassan) assassiné le 11 janvier par les services sionistes. La direction de la Résistance Palestinienne et du mouvement national libanais, ainsi que d'autres figures nationales libanaises et arabes ont pris la parole au cimetière des martyrs montrant comment Israël veut liquider la Résistance en liquidant ses dirigeants et ses cadres. Des tentatives d'assassinat ont eu lieu contre des dirigeants palestiniens et cela montre qu'Israël veut utiliser cette arme pour mettre à genoux la Résistance.

OPERATIONS DE GRANDE AMPLIEUR
A NATANYA ET A TEL AVIV

Le bureau d'un officier des services de renseignements près de Tel Aviv a été attaqué. Plusieurs personnes ont été blessées et le bureau a été totalement détruit. Une autre opération s'est déroulée à Natanya, important point de colonisation Sioniste. La Révolution Palestinienne a diffusé un communiqué expliquant qu'il s'agissait d'une riposte à l'assassinat d'Abou Hassan à Beyrouth.

L'UNITE NATIONALE PALESTINIENNE
INQUIETE LES DIRIGEANTS SIONISTES

Au cours de la session au Conseil National Palestinien, des messages sont parvenus des palestiniens vivant dans les terres occupées en 1948 : le mouvement national progressiste des étudiants palestiniens et les prisonniers politiques. Une conférence de presse a été tenue par les représentants de ce mouvement qui ont protesté contre les mesures prises à l'encontre de Palestiniens qui ont envoyé des messages de soutien à l'OLP. La riposte sioniste n'a pas tardé. Le ministre de l'Éducation veut porter plainte devant la commission ministérielle de sécurité car ces étudiants « demandent l'anéantissement d'Israël en tant qu'Etat... ».

D'autre part, un étudiant palestinien a été expulsé de l'Université de Bir Zeit, près de Ramallah en Cisjordanie. Riad Abou Awad avait rédigé un texte de soutien à l'OLP en collaboration avec le mouvement nationaliste progressiste.

Une centaine de personnalités et notables palestiniens des terres occupées en 1948 ont adopté une motion de soutien à « la lutte de leurs camarades de Cisjordanie et du territoire de Gaza contre l'occupation, l'annexion et les implantations colonialistes ». Ils ont exprimé leur « solidarité avec le combat du peuple palestinien, sous la direction de l'OLP, pour le rétablissement d'un Etat indépendant ».

Le parti travailliste, qui est dans l'opposition depuis mai 1977, a profité de l'occasion pour mettre l'accent sur les dangers de l'autonomie pour la Cisjordanie. Cette autonomie, selon lui, conduirait les habitants de la Galilée (là où se trouve la majorité des Palestiniens de 48) à revendiquer eux aussi une autonomie.

ISRAËL ET L'IRAN

Israël est réellement un Etat pas comme les autres. Dès le début des événements en Iran, qui sont d'une grande importance sur la situation au Proche Orient, Israël s'est beaucoup remuée... pour « secourir » les Juifs iraniens. Pourquoi séparer les Juifs iraniens des autres Iraniens ? C'est la fonction antisémite de l'Etat d'Israël. Des avions israéliens ont fait plusieurs fois la navette entre Israël et l'Iran, pour emmener les Juifs d'Iran. Plusieurs avions sont revenus vides. Les Juifs iraniens comme les autres Iraniens, font partie d'un camp ou de l'autre. Plusieurs sont partis aux Etats Unis et la masse est restée en Iran.

Actuellement, avec le départ du Chah, les Juifs iraniens qui ont fui vers Israël retournent en Iran : ce n'était pas comme l'avait dit la propagande sioniste, « une émeute contre les Juifs ».

Un exemple de cette propagande : un député israélien, Moshe Katzav s'est rendu en Iran pour « conseiller » les Juifs d'aller en Israël. Il a rencontré les membres du conseil de la communauté juive de Téhéran. Ceux-ci ont exprimé leur mécontentement, et ils ont ajouté que la communauté n'est pas en danger. Ils ont finalement demandé à Moshe Katzav de laisser en paix les Juifs de Téhéran.

Selon « Eurabia », la communauté juive d'Iran s'élève à 80 000. Le dixième a quitté le pays mais moins de 2 000 se sont rendus en Israël. Seuls 500 d'entre eux ont accepté d'être considérés comme de nouveaux immigrants. Les autres sont de passage.

Yomna El Khalil

Quelle que soit l'ampleur que prendront les Etats généraux pour l'emploi et le mieux vivre mercredi (organisés par la CFDT, la CGT et la FEN), on peut déjà être sûr que ce ne sera pas une journée de 24 heures comme les autres. Ils vont jeter, en effet, au niveau d'un département important, du point de vue du nombre et de l'exigence de lutte des travailleurs, les premières bases d'une nouvelle pratique de confrontation et d'action. Cette action est une première réponse à ceux qui refusent et les journées sans lendemain et l'éparpillement des luttes ou négociations sans rapport de forces.

Pourquoi pouvons-nous dire qu'ils rompent avec les journées traditionnelles ? D'abord parce que l'action est unitaire au sein où dans des sections syndicales, des unions locales, des travailleurs de la CGT ou de la CFDT ont travaillé ensemble depuis plusieurs semaines, élaboré avec plus de souci de démocratie des revendications, effectué un travail matériel important. Des réunions dans les quartiers ont permis à des gens qui luttaient sur des fronts différents de se rencontrer (luttes de femmes, lutte pour l'école...). C'est vraiment une première initiative de front de lutte contre la crise de grande ampleur qui a pu se mettre en place, même si

les contradictions subsistent.

UNE LARGE MOBILISATION

Fait notable qui tient à la volonté première de cette initiative et au rapport de forces qui a su s'instaurer, il n'y a pas eu d'exclusive vis-à-vis d'organisations non reconnues par la gauche traditionnelle. Ainsi, le front a pu s'élargir à des organisations comme le comité Malville de Lyon, le collectif anti-pollution de Villefranche ou encore le comité UOP de Villeurbanne.

Les commissions de travailleuses CGT et CFDT pourront manifester dans l'unité et de façon autonome dans le cortège. Que va-t-il se passer le

Etats-Généraux dans le Rhône LE 7 FEVRIER, UNE ETAPE DANS LA LUTTE POUR L'EMPLOI ET LE MIEUX VIVRE

7 février à Lyon ? Le matin des carrefours vont rassembler les travailleurs élus dans les entreprises et les quartiers ainsi que les délégués des différentes organisations. La parole sera d'abord aux travailleurs de la SNAV (Vénissieux), des Câbles de Lyon, Richier, RPT (Rhône-Poulenc textile), Berliet menacés dans leur emploi, qui pourront faire l'échange de leurs expériences de lutte. Ce sera l'occasion de débattre aussi des luttes du Nord et de la Lorraine, dont la popularisation n'est encore pas suffisamment amorcée dans cette région. D'autres carrefours permettront de discuter des divisions qu'entretiennent les patrons dans la classe ouvrière et qui empêchent des ripostes d'ampleur,

chômeurs-travailleurs actifs, Français-immigrés, hommes-femmes.

DYNAMIQUE UNITAIRE

Ensuite il sera mis un point final au manifeste qui sera voté par les délégués. De ce qu'il en sortira, et qui va être l'objet d'une lutte, dépend beaucoup pour la suite de l'action. Si c'est la voie de la lutte qui se fait entendre, alors seront mis en avant des exigences chiffrées, l'aspiration à moins travailler (qui aura été une forme de lutte la semaine précédente sous la forme «on travaille 35 heures» et qui pourra être largement reprise), la volonté de faire payer la crise à l'Etat, aux patrons, aux mairies.

Mais plus encore le ma-

nifeste devra décrire sous peine d'être un simple cahier de revendications les formes de la lutte à venir et surtout amener les organisations à s'engager dans l'action, à franchir un point de non-retour dans la dynamique unitaire qui s'est amorcée.

APRES LE 7 ?

Et après le 7 ? Tout dépend bien sûr de la mobilisation, de la confiance qu'elle peut redonner à de nombreux travailleurs combattifs, mais sans perspectives crédibles jusqu'alors. Mais il faudra que les travailleurs fassent pression sur leurs organisations pour qu'il n'y ait pas de pause, et qu'elles s'engagent dans la popularisation (des moyens ont déjà été pris pour rendre la manifesta-

tion spectaculaire : musiciens, fanfares, marionnettes, chars, costumes divers...). Un film sera tourné durant cette journée, et dès le lundi suivant des photos seront présentes sur les panneaux syndicaux. Enfin le soir du 7, une table-ronde d'un quart d'heure rassemblera les participants de cette journée à la télévision.

Rien n'est gagné d'avance. La voie de la lutte s'affirme pas à pas, et nombreux encore sont ceux qu'il nous faut convaincre qu'il est possible de gagner. Ce n'est qu'à ce prix que les Etats généraux auront de valeur d'exemple pour les autres régions, et servir de tremplin.

Correspondance

ITALIE

Andreotti continue les consultations pour former son cinquième gouvernement, le troisième de la législature. Il n'a pas parlé de la participation du PCI et a déclaré qu'il prendrait le temps qu'il faut pour «renouer le dialogue et raviver la confiance entre les différentes parties de la majorité».

SAHARA

Un Sahraoui, membre du parlement marocain, Abderraham Li-beek a donné une conférence de presse à Alger pour annoncer qu'il se ralliait au Front Polisario, ayant «choisi de vivre parmi ses frères».

PORTUGAL

La semaine dernière, à l'initiative du PS portugais, a été créé un nouveau syndicat l'EGT destiné à faire pièce à la CGTP dominée par le parti révisionniste de Cunha. L'UGT semble largement financée par les subventions du SPD allemand.

GRANDE-BRETAGNE

Propositions insuffisantes de Callaghan aux syndicats

Alors que les débrayages se multiplient dans les services publics britanniques, le ministre de la santé tente de briser la grève en faisant appel à des «bénévoles», tandis que les conservateurs continuent leur campagne hystérique contre les grévistes en dénonçant la «faiblesse» des travaillistes. Alors que plusieurs secteurs demandent des augmentations de l'ordre de 20 à 40 % (en effet le pouvoir d'achat a été durement touché en 4 ans de limitation des salaires) Callaghan, abandonnant le plafond de 5 % qu'il avait fixé, a annoncé qu'il accepterait des augmentations de 10 %, précisant que c'était la dernière limite.

DEUX GOUVERNEMENTS EN IRAN

Une situation de double pouvoir qui ne peut durer

Jamais le terme de «double pouvoir» n'aura mieux correspondu à une situation qu'à celle de l'Iran aujourd'hui. Jusqu'à présent, si l'ayatollah Khomeiny disposait de l'immense soutien populaire, les institutions restaient aux mains de Bakhtiar. Ce n'est plus le cas maintenant.

Appliquant à la lettre le programme qu'il avait fait connaître lors de son arrivée à Téhéran, Khomeiny vient de nommer le Premier ministre de son gouvernement provisoire. Il l'a fait selon les formes, comme un président ou un souverain : «Tenant compte de la recommandation du Conseil révolutionnaire islamique et de la volonté unanime du peuple iranien, je vous confie la tâche de former un gouvernement provisoire et des élections générales nommant une assemblée constituante qui devra rédiger la nouvelle constitution». Medhdi Bazargan, ainsi désigné Premier ministre, a accepté et s'est aussitôt mis à la tâche. Il a déjà précisé que la constitution sur laquelle s'appuyera le gouvernement ainsi formé sera celle de 1906, moins les textes ajoutés en 1949 par le Shah. La situation de double pouvoir, on la retrouve de multiples ma-

nières. Ainsi les portraits du Shah ont-ils été remplacés, presque partout et y compris dans nombres de bureaux officiels, par des portraits de l'ayatollah Khomeiny. A Téhéran et dans de nombreuses villes, les noms de rue ont été changés. Il y a même maintenant à Téhéran une rue «Neauphle-le-Château». Le comité de coordination des grèves, désigné par Khomeiny, a appelé les grévistes à dédouaner les produits agricoles, en particulier les céréales, et annoncé qu'il fallait demander aux dockers de décharger certains bateaux. De la même manière, la production pétrolière a sensiblement remonté, à l'appel du même Comité de coordination des grèves.

D'autres éléments ont une implication politique beaucoup plus directe : le maire de Téhéran, Javad Chahrestani, est al-

lé porter sa démission à l'ayatollah, en précisant : «Maintenant que j'ai démissionné, il revient à l'imam Khomeiny et non au gouvernement de décider si je dois ou non reprendre mon poste». Même son de cloche dans certains milieux militaires. Le général Nazem, commandant d'unité en activité, a fait savoir dans un communiqué : «Mon devoir est d'aider Khomeiny, même si l'armée doit me tuer».

UNE SITUATION QUI NE PEUT PLUS DURER

Cette situation de double pouvoir ne peut évidemment durer. Malgré l'exacerbation de la situation, les mêmes questions restent posées sur l'attitude du gouvernement Bakhtiar, sur la position de l'armée, sur l'unité et le rôle du mouvement populaire. Bakhtiar continue pour l'instant son travail. Dans le cadre de sa lutte «contre la corruption», il a fait arrêté lundi une centaine de personnes. D'autres arrestations ont eu lieu, qui seraient imputables à l'armée. Concernant la nomination d'un Premier ministre islamique, le Premier ministre «officiel» a déclaré : «S'il se cantonne à parler, c'est une chose, s'il prétend agir, c'en est une autre». Déclaration qui laisse toutes les portes ouvertes, surtout quand on sait que Medhdi Bazargan est un vieil ami de Bakhtiar.

Mêmes incertitudes en

ce qui concerne l'armée : si certains officiers généraux semblent se ranger derrière Khomeiny, d'autres continuent à être des inconditionnels du Shah. Pourtant, diverses informations dignes de foi font état de contacts entre les religieux et l'armée. Ces contacts passeraient notamment par le général Djam, ancien chef d'Etat-major suprême, marié à une membre de la famille royale, et qui séjourne actuellement à Londres. Pour les tenants d'un accord entre les religieux et l'armée, le fait que Bazargan soit considéré comme un modéré est un signe encourageant.

Dernier élément déterminant, le mouvement populaire. Si Khomeiny continue à soulever les

mêmes vagues d'enthousiasme populaire, les contradictions se précisent toutefois. Plusieurs lettres ouvertes, émanant en particulier de comités de grèves, ont été publiées dans la presse iranienne. Ces lettres contestent la domination des religieux sur le mouvement populaire, ainsi que la décision de Khomeiny de faire repartir certains secteurs de l'économie. Il faut par ailleurs constater que les manifestations de rue, preuves tangibles de la mobilisation des masses, ont largement décliné depuis le milieu de la semaine dernière, à tel point que le gouverneur militaire de Téhéran a décidé d'autoriser désormais les manifestations, pour autant qu'elles soient «disciplinées».

Le Premier ministre du gouvernement islamique

Medhi Bazargan, 73 ans, le nouveau Premier ministre du gouvernement islamique, est un ami personnel de Bakhtiar, et un fidèle de Khomeiny. Ingénieur en hydraulique, ancien élève de Centrale, il a été en 1952, sous Mossadegh, Président de la Nouvelle Compagnie Nationale des Pétroles. Il a ensuite passé plusieurs années en prison, du fait de son hostilité irréductible au Shah.

Il a fondé le MLI (Mouvement de Libération de l'Iran), mouvement laïc cependant très proche des religieux. Bazargan se définit comme «mossadeghiste et musulman». Le fait qu'il soit à mi-chemin entre le mouvement religieux et l'opposition laïc du Front National lui donne d'importantes possibilités de manœuvres. C'est lui, par exemple, qui aurait mené les négociations entreprises entre Khomeiny, encore en France, et Bakhtiar. Ces négociations auraient dû se conclure par la venue du Premier ministre iranien en France, mais l'armée a fait échouer le projet. Bakhtiar et Mazargan se seraient encore vus samedi dernier.